



Confédération Nationale du Travail

Union Départementale des syndicats de l'Isère BP 385, 38015 Grenoble cedex1

- ul38@cnt-f.org - cnt-f.org/ul38

Permanence au 102 (102 rue d'Alembert Grenoble) tous les mercredis de 18h à 19h

Pacte de responsabilité : le foutage de gueule continue !

Si certain-e-s pensaient encore que Hollande et son gouvernement PS-EELV étaient du côté des travailleuses et des travailleurs, le pacte de responsabilité permet de clarifier les choses. **En choisissant d'offrir aux patrons de ne plus payer les cotisations pour la branche famille de la sécu, ils continuent d'appliquer le programme du MEDEF**, en reprenant les termes de « charges sociales » pour parler de l'argent mutualisé par les travailleurs pour les coups durs (une baisse de ces cotisations, c'est une baisse de nos salaires différés) et en parlant du « coût du travail », ils reprennent les termes de l'idéologie libérale. Aujourd'hui, c'est 30 milliards d'argent public que l'état offre au patronat, l'équivalent de la moitié du budget de l'éducation nationale...

Dès le début de son mandat, ce gouvernement a repris la même politique patronale que les gouvernements précédents, une même politique de destruction de la sécurité sociale, des services publics (Santé, Territoriaux, etc.) au profit du privé (comme en Isère où les pompiers du SDIS, les travailleurs et travailleuses du conseil général, de la Métro, etc. ont lutté et luttent encore contre la dégradation de leurs conditions de travail du fait des coupes budgétaires).

Après l'ANI qui permet aux patrons de licencier plus facilement, enlève des droits aux travailleurs et travailleuses, augmente la précarité, il y a eu l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite, la hausse de la TVA (pour financer les cadeaux aux patrons, aux actionnaires) qui est l'impôt le plus injuste vu qu'il touche de la même façon tout le monde qu'on soit riche ou au RSA. **Bref on prend et on va prendre à tous et toutes pour aider les riches de notre pays.**

On voit les ministres venir pleurer devant les caméras pour demander à tous-tes de faire des efforts parce qu'il n'y a plus d'argent, parce que c'est la crise (alors que cette crise a profité aux plus riches), parce qu'il faut réduire le déficit pour respecter d'absurdes critères de Maastricht alors que nous avons de plus en plus de mal à finir le mois, à payer nos loyers.

Par contre quand il s'agit de faire plaisir aux plus riches, le gouvernement est prêt à sortir son chéquier, à donner 30 milliards aux patrons pour de fumeuses et hypothétiques contreparties. De qui se moque-t-on ? Ce gouvernement qui ose se dire socialiste (et écologiste) devrait au moins avoir l'honnêteté d'arrêter de nous mentir. Qui croit vraiment que les vautours du MEDEF vont, par gentillesse, par amour du peuple, pour faire plaisir à Hollande, créer des emplois pour le remercier de ses largesses ?

Hollande et Gattaz ont dû bien se marrer quand ils ont eu cette idée en sabrant le champagne dans les locaux du MEDEF :



« Gattaz : - et si on leur disait qu'on allait créer un million d'emplois contre les 30 milliards que vous nous offrez...

Hollande – On leur a déjà fait le coup avec les 20 Milliards du Crédit impôt compétitivité, ils vont finir par se rendre compte qu'on

les prend pour des cons mais on peut essayer. Avec les principaux médias aux ordres, ça devrait passer. Tu peux me redonner un peu de champagne pour faire glisser les petits fous ? »

Ce mépris mène une partie de la population à ne plus croire en rien, à se refermer sur soi, à subir la violence patronale sans rien dire, à en vouloir

aux (suivant l'humeur) : maghrébin-e-s, roms, juifs-ves, LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi, Trans), jeunes des quartiers populaires, fonctionnaires, chômeurs-euses, musulman-e-s, RSastes, sans-papiers, etc. **Autant de voisins et voisines que l'on nous désigne comme des ennemi-e-s pour nous diviser et ainsi camoufler et protéger ceux qui nous exploitent.** Ceux qui nous oppriment ne se reconnaissent ni à leurs « couleurs », ni à leurs religions, ni à leurs orientations sexuelles. Ils partagent tous, en revanche, l'appétit de l'argent, du pouvoir et la défense acharnée et collective des intérêts et privilèges de leur classe sociale.

La division entre les travailleurs et travailleuses nous affaiblit, notre union à la base ne peut que nous renforcer.

Il est temps de reprendre la rue, elle ne doit pas appartenir aux milices réactionnaires et fascistes qui reprennent des forces sur la misère sociale.

Il est temps de reprendre le combat dans les entreprises, dans les administrations. Nous devons nous mobiliser, multiplier les assemblées générales souveraines.

Nous savons que nous n'avons rien à attendre de ce gouvernement, nous n'avons rien à attendre d'élections futures, seule la lutte collective peut nous permettre d'inverser la tendance, de reprendre la main sur notre vie, sur notre travail et transformer la société pour le bien de tous et toutes et non au profit d'une minorité qui s'engraisse sur notre dos.

Ils ont l'argent, les principaux médias, le gouvernement, les forces de l'ordre.

Nous avons le nombre, nous avons nos armes : la grève, les manifestations, les occupations, les blocages, les séquestrations, le sabotage, l'action directe. Utilisons-les !

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

**Grève et manifestation :
le 18 mars à 10h00,
place de Verdun.**

Selon le journal Challenges du 11 juillet 2013, la fortune totale des 500 français les plus riches a augmenté de près de 25 % depuis l'été 2012, les 10 plus riches ont vu leur fortune augmenter de 30 milliards en douze mois. Les bourses et les banques ont été renflouées et vont très bien, merci. Les entreprises du CAC 40 ont versé 43 milliards de dividendes aux actionnaires pour 2013. Le patronat, qui continue de dénoncer «l'assistanat», en est à 230 milliards d'exonération de cotisations sociales, c'est 10 fois le montant du prétendu déficit de la sécu.



La CNT, c'est quoi ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social, culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes.

SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques uns.

C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société solidaire, égalitaire, autogérée...

Un projet révolutionnaire.